

La révolution d'octobre à travers les yeux des Suisses

Histoire La prise de pouvoir des bolcheviques a eu de nombreux impacts sur la Suisse.



Le 7 novembre 1917, les révolutionnaires lancent l'assaut sur le palais d'Hiver.

Image: DR

Le 7 novembre 1917 au soir, la légation de Suisse à Pétrograd envoie un télégraphe à Berne. «Il semble que le coup d'État des maximalistes ait réussi. Pétrograd est complètement aux mains du soviétique local. Un gouvernement Lénine/Trotsky est sur le point de se former. Ce soir, à 10 h, des coups de feu et des tirs d'artillerie ont retenti dans les environs du palais d'Hiver.» La missive appartient à la longue correspondance entre la délégation diplomatique suisse en Russie et les autorités fédérales. À l'occasion du centenaire de la révolution d'octobre, le centre de recherche Documents Diplomatiques Suisses (Dodis) publie ces documents officiels, permettant de revivre ces événements qui auront marqué le XXe siècle via un angle helvétique. Au cœur de ce grand imbroglio politique qui aura pour conséquence la démission d'un conseiller fédéral et une brouille de plusieurs décennies entre les deux pays, un personnage: le conseiller d'État genevois Édouard Odier, l'un des fondateurs de la légation de Suisse en Russie. Dès 1906, il occupe la fonction de ministre de Suisse à Saint-Petersbourg. Il assiste à la montée des tensions aboutissant à la révolution d'octobre. Mais au début, il n'y croit guère. «Vous trouveriez plus d'une personne bien placée pour juger les événements, qui vous dirait: bah! Certains journaux crieront, puis le bruit s'apaisera et la bureaucratie continuera comme par le passé à expédier tant bien que mal, plutôt mal que bien, les affaires courantes», analyse le Genevois dans un courrier adressé quelques mois auparavant, en janvier 1917, au conseiller fédéral en charge des Affaires étrangères, Arthur Hoffmann. «Je ne crois pas que tant que la guerre durera il puisse se produire un changement dynastique, ni une révolution sociale pour laquelle l'organisation manquerait actuellement.»

Mauvaises prédictions

Les événements lui donnent vite tort. Deux mois plus tard, le 15 mars, le tsar Nicolas II abdique. L'heure est à l'incertitude. «Le calme matériel est à peu près rétabli mais on ne peut dire que l'on soit en sécurité, écrit Édouard Odier le 24 mars. On ne voit pas encore le fonctionnement d'une police inspirant la confiance.» Les gouvernements provisoires se succèdent. Édouard Odier assiste à

Par Lucie Monnat 12.11.2017

Scandale

L'affaire Grimm-Hoffmann

Au printemps 1917, la Suisse se garde de reconnaître officiellement le nouveau régime, se cramponnant à sa neutralité. Enfin, presque. En mai 1917, le conseiller national Robert Grimm, membre dirigeant de la Commission socialiste internationale, se rend à Stockholm, puis à Pétrograd. Officiellement, l'élu est chargé de préparer le retour de réfugiés russes dans leur pays. Le conseiller fédéral Arthur Hoffmann lui confie cependant une autre mission, plus confidentielle: favoriser une paix séparée entre l'Allemagne et la Russie. Il entre ainsi en contact avec plusieurs ministres et personnalités proches du gouvernement russe pour proposer ses services. Problème: Arthur Hoffmann n'a absolument pas informé ses collègues du Conseil fédéral de ses intentions. Le scandale éclate en juin, lorsqu'une missive entre Robert Grimm et le ministre est interceptée et rendue publique. Les Alliés voient dans l'initiative suisse une grave entorse à la neutralité et critiquent vivement le pays. Des manifestations ont lieu en Suisse romande et au Tessin pour rappeler à la Suisse son devoir de neutralité. Robert Grimm est prié de quitter la Russie. Arthur Hoffmann annonce quant à lui immédiatement sa démission du Conseil fédéral. «La publication non-autorisée d'une dépêche chiffrée (...) a créé une situation qui peut s'avérer désastreuse pour les relations de politiques intérieures et extérieures du pays, reconnaît le conseiller fédéral dans sa lettre de démission adressée au président de la Confédération, Edmund Schulthess, datée au 18

l'inexorable ascension de Lénine, rentré il y a peu de son exil à Zurich. «Le parti ultrapacifiste et révolutionnaire de Lénine semble être assez important, et le gouvernement provisoire n'ose rien entreprendre à son encontre», écrit-il à l'occasion de la fête du 1er Mai. Ce dernier s'affaiblit de jour en jour face à la pression des milieux ouvriers. «La Russie n'est pas près de sortir de l'état d'anarchie où elle se débat depuis des mois. Le gouvernement provisoire, loin de se fortifier, s'affaiblit par l'introduction de nouveaux membres qu'aucun talent spécial, aucun mérite ne recommandaient à son choix, raconte-t-il encore, inquiet, le 6 juin. À la tête du ministère du Travail se trouve un sieur Skobelev de la fraction maximaliste. Il n'a ni instruction sérieuse ni connaissance des questions économiques. Il est complètement dans la main des bolcheviks et l'un de ses premiers actes a été une déclaration de guerre aux capitalistes.»

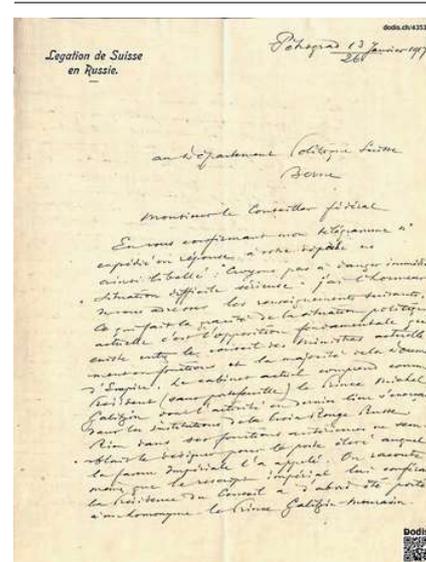
Importer la révolution

En novembre, les bolcheviks renversent le gouvernement et prennent le pouvoir. La guerre civile et le régime de la terreur rougissent le sol de la Russie. «Sans autre motif que celui d'assouvir leur haine contre toute une classe de citoyens, de nombreux hommes armés pénètrent jour et nuit dans les domiciles particuliers, pillent et dérobent, arrêtent et conduisent en prison des centaines de malheureux (...) dont le seul crime est d'appartenir à la classe des bourgeois», décrivent dans un courrier empreint d'indignation horrifiée les représentants du corps diplomatique de Pétrograd, dont fait partie Édouard Odier. Des milliers de ressortissants suisses vivent alors sur le sol russe, et leur sécurité inquiète le gouvernement suisse. Si la Suisse ne reconnaît pas officiellement le nouveau régime russe, elle marche sur des œufs. «La situation en Russie est si grave que l'immunité personnelle et l'existence même de nos compatriotes peuvent être considérées comme en péril. Nous devons donc nous efforcer de maintenir avec ce gouvernement un minimum de relations, écrit le chef du Département politique, Félix-Louis Calonder, en février 2018. Nous devons, dans l'intérêt non seulement des biens, mais même de la vie de nos compatriotes, pouvoir causer avec la Russie.» Le Conseil fédéral accepte donc d'accueillir une mission soviétique à Berne, en dépit d'une mise en garde de la légation suisse à Berlin qui croit savoir que les diplomates russes ont pour réel objectif d'importer la révolution en Suisse. Mais en novembre déjà, à la veille du déclenchement de la grève générale, le Conseil fédéral rompt ses relations avec les diplomates russes. «Aujourd'hui le Conseil fédéral ne peut pas ignorer le fait que la propagande révolutionnaire et la terreur bolchevique sont de plus en plus glorifiées en Suisse, et ce avec le soutien de la Mission soviétique russe à Berne. Le Conseil fédéral a donc décidé d'arrêter toute relation avec la mission soviétique et de l'inviter à quitter la Suisse.»

Rupture

La décision du Conseil fédéral amorce la rupture. Quelques jours plus tard, peut-être en réaction, les dépôts de la légation suisse à Pétrograd sont pillés. En signe de protestation, la légation suisse décide de quitter la Russie. Elle y parvient avec difficulté, au début de l'année 1919, après des semaines de blocage de la part des Russes. Elle laisse derrière elle de nombreux Suisses de Russie en attente d'un rapatriement. Ceux-ci se retrouvent dans une situation difficile. Le gouvernement russe traîne à délivrer visas et autorisations nécessaires. «La plupart des Suisses enregistrés pour le départ ont tout vendu et beaucoup sont venus à Moscou depuis la province. Retarder la date de départ les met dans une situation désespérée», communique le consulat de Suisse à Moscou à la Division des affaires étrangères le 17 mai 1919. S'ensuivent plusieurs mois de tractations entre les deux gouvernements pour rapatrier ces Suisses bloqués en Russie. L'affaire Conradi parachève la rupture entre Berne et Moscou. Le 10 mai 1923, le Suisse de Russie Maurice Conradi abat un diplomate russe devant l'Hôtel Cecil, à Lausanne. Maurice Conradi est le fils d'un industriel ruiné par la révolution russe, qui veut venger son père et son oncle tués par les bolcheviks. Bien que le Conseil fédéral condamne fermement l'assassinat, il le juge comme un crime mêlé par des motifs privés et refuse de le qualifier de «crime d'État», au grand dam de

juin 1917. Je ne peux supporter l'idée qu'en ces temps de grande tension politique mes futures activités au sein du Conseil fédéral soient source de méfiance, de discorde et d'incohérence, et puisse ainsi causer des dommages à ma chère patrie.» Un retrait inédit en politique suisse, qui aura pour conséquence principale la mort politique des deux personnages.



Moscou. Au procès, l'affaire est mise en perspective avec le destin tragique de sa famille, la souffrance des Suisses de Russie et les victimes des bolcheviks. L'acquittement de Conradi, en novembre 1923, rompt définitivement le contact entre la Russie et la Suisse. Les relations ne reprendront qu'en 1946. (24 heures)

Créé: 12.11.2017, 10h10